



SEMAINE 1 : ENVIRONNEMENT, ECODEVELOPPEMENT ET DEVELOPEMENT DURABLE

Ce document contient les transcriptions textuelles des vidéos proposées dans la partie « De l'écodéveloppement au développement durable » de la semaine 1 du MOOC « Environnement et développement durable ». Ce n'est donc pas un cours écrit au sens propre du terme ; le choix des mots, l'articulation des idées et l'absence de chapitrage sont propres aux interventions orales des auteurs.

Origine et histoire du concept d'écodéveloppement

Éric BERR

Maître de Conférences – Université de Bordeaux

Les premières réflexions contemporaines sur l'environnement datent de la fin des années 60, en particulier avec les travaux du club de Rome qui déboucheront avec la parution en 1972 du rapport Meadows.

Mais ces réflexions vont prendre une dimension internationale cette même année en 1972, avec la tenue de la première conférence organisée par les Nations Unies à Stockholm, première conférence qui va aborder ces questions d'environnement.

- ✓ Cette conférence va aboutir notamment à la création du programme des Nations Unies pour l'environnement et va être aussi l'occasion de mettre sur le devant de la scène un nouveau concept, celui d'écodéveloppement.

- Alors ce concept d'écodéveloppement a été utilisé, formulé pour la première fois par Maurice STRONG qui était le secrétaire général de cette conférence de Stockholm et il sera popularisé plus tard par Ignacy SACHS, qui est donc un économiste d'origine polonaise et qui était aussi l'une des chevilles ouvrières de cette conférence de Stockholm et qui par la suite va populariser et donc théoriser ce concept d'écodéveloppement.
- Alors, pour Ignacy SACHS, l'écodéveloppement est en fait un développement qui est à la fois socialement incluant et qui doit être également respectueux de l'environnement.
- Pour lui et pour les partisans de l'écodéveloppement à sa suite, les objectifs du développement sont toujours des objectifs sociaux. Ces objectifs sociaux doivent être en accord, doivent respecter une contrainte environnementale qui est de plus en plus prégnante et pour que les choses puissent se faire, pour que les modèles de développement puissent avoir une chance d'être efficaces, et bien il faut que les solutions envisagées, les solutions économiques envisagées soient viables.

Donc partant de cette définition relativement simple, et bien SACHS définit trois piliers sur lesquels repose ce concept d'écodéveloppement :

- Le premier pilier est ce qu'il appelle la self-reliance.
- Le second consiste en une prise en charge équitable des besoins essentiels de chacun.
- Le troisième correspond à la prudence écologique.

Si l'on revient sur chacun d'entre eux :

- La self-reliance, l'idée qu'il y a derrière ce concept, c'est que le modèle de développement emprunté par les économies riches, par les pays du Nord, est un modèle qu'il juge ne pas pouvoir être transposable à l'échelle mondiale et donc, il faut au contraire pour éviter ce modèle basé quand même sur le gaspillage et notamment le gaspillage de ressources naturelles, et bien il faut que chaque pays, chaque société puisse trouver sa propre voie de développement.
 - Donc ça passe par la favorisation de l'autonomie des décisions, donc l'émergence évidemment de modèles alternatifs, modèles alternatifs qui bien évidemment vont prendre en compte à la fois les différents contextes historiques, culturels et écologiques qui sont propres à chaque pays.
- Le deuxième point important, le deuxième pilier de cet écodéveloppement consiste en une prise en charge donc équitable des besoins essentiels de chacun.
 - Donc on pense bien évidemment aux besoins matériels, que ce soit en termes de logement, d'alimentation, en termes d'éducation ou de santé par exemple mais SACHS insiste sur le fait que ces besoins à satisfaire sont aussi des besoins

immatériels qu'il résume de la façon suivante : en disant qu'il faut que chacun puisse se réaliser à travers une vie qui ait un sens pour lui.

⇒ Donc les aspects matériels et immatériels se combinent dans cette optique-là.

- Troisième pilier enfin, c'est ce qu'il appelle la prudence écologique.
 - Donc bien évidemment, l'écodéveloppement intègre aussi largement que possible la contrainte environnementale mais l'écodéveloppement se situe à mi-chemin entre d'une part les modèles de croissance très productivistes qui sont sources de gaspillage et de l'autre côté un écologisme radical qui ferait de la nature un sanctuaire.
 - Donc l'écodéveloppement se situe à mi-chemin entre ces deux extrêmes.

Alors, ce concept d'écodéveloppement, il va connaître un fort intérêt, notamment de la part des pays en développement dans les années 70 et au début des années 80, et puis il sera progressivement marginalisé, en particulier parce que les pays les plus puissants au monde le voyaient un peu d'un mauvais œil puisqu'il incitait à remettre en cause leur modèle de développement et donc ce concept va être progressivement marginalisé au profit du concept de développement durable ou soutenable tel qu'il verra le jour, tel qu'il sera défini, notamment par l'intermédiaire du rapport BRUNDTLAND de 1987.

Alors, pour approfondir cette rapide présentation du concept d'écodéveloppement, on peut se référer à deux ouvrages d'Ignacy SACHS qui en retracent les grandes lignes et qui en retracent l'évolution également dans une perspective historique.

L'incontournable rapport Brundtland

Catherine FIGUIERE

Maître de Conférences – Université Pierre Mendès France

Vous l'avez forcément lu ou entendu quelque part, le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

- Il s'agit de la définition la plus commune du développement durable, celle que l'on retrouve dans les textes officiels et qui sert de référence aux travaux académiques. Mais d'où sort-elle cette définition ?
- Elle a été proposée pour la première fois en 1987 dans le rapport BRUNDTLAND, la référence historique en matière de développement durable dont nous allons parler aujourd'hui.

Nous allons d'abord préciser quelques termes puis tirer des leçons et enfin revenir sur les limites et les atouts de ce rapport.

- On l'appelle le rapport BRUNDTLAND. Son titre officiel lors de sa publication en anglais *Our common future*, en français *Notre avenir à tous*. Pourquoi rapport BRUNDTLAND ?
 - Du nom de la présidente de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement, Madame Gro Harlem BRUNDTLAND, qui était ministre norvégienne de l'environnement.
 - Deuxième précision, « développement durable », « *sustainable development* », en français le plus souvent « développement durable » mais parfois aussi « développement soutenable ».
- ⇒ Attention, ce terme n'est pas issu du rapport BRUNDTLAND mais d'un rapport de l'Union internationale de conservation de la nature publié en 1980.

Ce rapport de plus de 400 pages va révolutionner la façon de penser le développement. Sa motivation est de proposer des pistes de réflexion en partant du constat suivant : le monde ne fait pas face à des crises isolées : une crise de l'environnement, une autre du développement, une autre énergétique... Non, de crise, il n'y en a qu'une.

Donc venons-en aux leçons :

- La première, leçon n°1, il faut désormais penser ensemble le développement et l'environnement.
 - ✓ « L'environnement c'est le lieu où chacun de nous vit et le développement est ce que nous essayons de faire pour améliorer notre sort à l'intérieur de ce même lieu. Les deux sont inséparables. »

- ✓ « Aujourd'hui, ce dont nous avons besoin c'est une nouvelle ère de croissance économique, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et environnementalement durable. »
- ⇒ On remarque dans cette citation du rapport que l'on retrouve les trois piliers du développement durable.
- Leçon n°2. Il faut penser ensemble, les pays du Nord et les pays du Sud. On peut postuler ainsi un principe d'équité intragénérationnelle.
 - « Notre avenir à tous », le rapport BRUNDTLAND, est bien un projet qui englobe le Nord et le Sud. Il propose un principe d'équité entre tous les hommes à l'intérieur d'une même génération.
 - La responsabilité des pays du Nord est bien sûr reconnue dans le rapport mais on admet aussi que les pays du Sud ne peuvent emprunter la même voie.
 - ⇒ Le Nord doit donc aider le Sud à se développer de manière plus durable qu'il ne l'a fait lui-même.
- Leçon n°3. Il faut penser ensemble les générations futures et les générations présentes, dont on tire ce fameux principe d'équité intergénérationnelle.
 - Le lien entre les générations passe par :
 - la qualité de l'environnement qu'on va laisser,
 - la quantité de ressources naturelles et de réserves qu'on va laisser.
 - ⇒ C'est donc par la prise en compte de l'environnement que le développement s'inscrit dans le temps long, c'est par l'environnement que le développement devient durable.

Bien sûr, des critiques, des limites ont été adressées à ce rapport.

- Tout d'abord, on lui reproche des définitions relativement vagues du développement durable.
 - Selon Herman DALY, fondateur de l'économie écologique, le rapport ne fait pas la distinction entre développement et croissance pas plus qu'il ne prend position pour une durabilité forte ou faible.
 - Donc au total on lui reproche de ne pas avoir d'ancrage théorique précis.
 - ⇒ Pourtant c'est cette absence d'ancrage théorique qui va également constituer un atout.
 - ⇒ D'abord il va assurer la pérennité du rapport BRUNDTLAND et ensuite, chacun va pouvoir se l'approprier dans sa propre théorie, dans son propre corpus théorique.

Au final, gardons en mémoire l'humanisme de ce texte, ses intuitions et son idéalisme.

L'harmonie est un des mots clés de ce rapport, harmonie entre les hommes et la nature, harmonie entre les hommes d'aujourd'hui et les hommes de demain.

Les grandes conférences internationales de Stockholm à Rio + 20

Franck-Dominique VIVIEN

Professeur – Université de Reims Champagne-Ardenne

On peut raconter l'histoire contemporaine du développement durable à travers un certain nombre de grandes conférences internationales.

- La première qui se déroule, c'est à Stockholm, en Suède, en 1972. Un contexte de grandes tensions internationales : les pays de l'Est ont refusé de participer à la conférence, les États-Unis sont accusés pour l'écocide qu'ils sont en train de provoquer au même moment au Vietnam.

On y voit une opposition assez forte entre les pays du Nord et les pays du Sud – les pays du tiers-monde comme on les appelle à l'époque.

- Les pays du Nord, essentiellement les pays de l'OCDE se sont lancés dans une première génération de politiques d'environnement et donc en appellent à ce que désormais la question de l'environnement fasse partie des grandes questions internationales.
- Les pays du tiers-monde, eux, en appellent à des objectifs prioritaires de développement. On se rappelle d'Indira GHANDI, la première ministre de l'Inde qui harangue à la tribune l'assemblée en disant : nous ce qu'on voudrait c'est de la pollution, de la pollution parce que ça voudrait dire qu'on a de l'industrie, voilà, on aurait du développement, c'est ça notre priorité.
- ⇒ Donc on a un sommet effectivement où on constate un fossé très fort, très important entre l'environnement d'un côté, soutenu par les pays du Nord donc et puis le développement de l'autre soutenu par les pays du Sud.
- ⇒ Dans ce contexte il y a aussi une présence très forte, très remarquée des O.N.G., des organisations non-gouvernementales qui sont celles aussi qui ont porté la question de l'environnement.

Mais ce sommet se conclut un peu sur une sorte d'échec finalement, de constat que la communauté internationale se déchire finalement sur les priorités à mettre en œuvre.

C'est à la sortie de ce sommet international qu'on va inventer la notion d'écodéveloppement, notion pour essayer de remettre autour de la table l'ensemble des membres de la communauté internationale, ceux qui sont avec une priorité de développement et ceux qui sont avec désormais la question de l'environnement.

- ⇒ À la sortie de cette conférence de Stockholm va être créé le programme des Nations Unies pour l'environnement qui va être situé à Nairobi, au Kenya.

- C'est d'ailleurs dix ans plus tard, en 1982, à Nairobi donc que va se tenir une sorte de nouveau sommet, Stockholm + 10 mais qui est considéré là comme un échec patent.
- ⇒ D'ailleurs très généralement, dans les chroniques du développement durable ce sommet est à peine mentionné.
- L'histoire pourrait presque s'arrêter là mais au même moment, au sein de l'ONU, en 1983 est créée une commission, la Commission mondiale pour l'environnement et le développement qui est dirigée par Gro Harlem BRUNDTLAND et c'est la Commission BRUNDTLAND.
- Cette commission, elle va travailler pendant cinq ans et elle va donner son rapport, ses conclusions en 1987.
- Un ensemble de problèmes se posent à l'humanité, des problèmes économiques, des problèmes sociaux, des problèmes d'environnement. La réponse à ces problèmes c'est quoi ? Le développement durable.
- Le rapport BRUNDTLAND recommande l'organisation d'une nouvelle grande conférence internationale pour qu'on discute de cette notion de développement durable et cette grande conférence, elle va se tenir en 1992 à Rio de Janeiro au Brésil.

L'objectif de la conférence il est double :

- Faire parler, faire connaître cette notion qui pour l'instant été travaillée à l'intérieur d'une commission de l'ONU ;
- Et puis deuxièmement, s'engager concrètement dans des politiques pour que cette notion devienne quelque chose de concret.
- ⇒ C'est effectivement ce qu'on va voir, grand battage médiatique autour de la conférence de Rio donc, on va avoir l'Agenda 21.
- ⇒ Cet Agenda 21, c'est un ensemble de propositions non contraignantes - on s'y engage si on a envie donc -, à travers un document qui s'appelle justement l'Agenda 21. Ça veut dire comment on va mettre à l'agenda, au XXI^e siècle, cette question du développement durable.
- ⇒ À côté de ce texte-là qui est une sorte de proposition à saisir en quelque sorte de la part des acteurs privés et publics, et bien on va voir deux grands traités internationaux, deux grandes politiques internationales qui vont être adoptées.

Ces deux grandes conventions, la première elle porte sur les changements climatiques, la seconde elle porte sur l'érosion de la biodiversité.

- Ce sont des traités internationaux donc des textes de lois qui sont adoptés et qui vont être ratifiés ensuite par les parlements des différents pays mais ce sont aussi des cadres de négociation, c'est-à-dire que les pays qui sont signataires s'engagent dans une négociation qui va se poursuivre et qui se poursuit encore aujourd'hui d'ailleurs et dans

le cadre de ces négociations, d'autres textes vont être adoptés et vont s'adosser finalement à ces conventions.

⇒ On connaît très bien le protocole de Kyoto qui est adopté en 1997, qui vient s'adosser à la Convention sur le changement climatique et puis il y a le protocole de Nagoya en 2010 qui lui vient s'adosser sur la Convention sur la diversité biologique.

Voilà, les grandes politiques sont lancées, il y a une sorte d'enthousiasme au moment de Rio.

- Dix ans plus tard, se tient une nouvelle grande conférence internationale qui se déroule à Johannesburg, en Afrique du Sud.
- Cette fois-ci l'ambiance est toute autre. Les résultats ne sont pas au rendez-vous et puis l'ambiance internationale a considérablement changé. Les attentats aux États-Unis un an plus tôt ont modifié considérablement la perspective géopolitique, désormais c'est la lutte contre le terrorisme international, comme on l'appelle, qui devient la priorité.
- Les résultats des politiques qui ont été lancées à Rio ne sont pas là : l'érosion de la biodiversité se poursuit, s'accélère même, le changement climatique aussi, les émissions de gaz à effet de serre sont en train d'augmenter, le protocole de Kyoto qui a été lancé en 1997 n'est toujours pas mis en œuvre.
- ⇒ Pas de nouveaux engagements de la part des états et devant cette espèce de frilosité finalement des états qui regardent ailleurs, qui sont préoccupés par d'autres questions, qui n'ont pas réussi à rendre concret finalement les engagements de Rio, et bien ce sont les entreprises qui sont présentes à Johannesburg qui vont apparaître finalement comme les acteurs les plus actifs.
- ⇒ Ils répondent à un enjeu du développement durable, ils sont même finalement au cœur de la conférence puisque ce que vont proposer les états ce n'est pas de nouveaux engagements de leur part mais c'est ce qu'on appelle dans le jargon de l'ONU des initiatives de type 2. Des initiatives qui proviennent justement d'acteurs qui sont des acteurs non étatiques.
- ⇒ Et chaque État propose finalement un certain nombre, une liste de partenariats public/privé avec beaucoup d'entreprises comme étant finalement les nouveaux engagements en faveur du développement durable.

Donc les entreprises qui étaient assez marginales jusqu'à maintenant viennent finalement au cœur des négociations voire même comme les acteurs les plus actifs dans le domaine du développement durable.

➤ Et ça se traduit bien sûr par le fait que désormais le développement durable ce sont beaucoup d'engagements volontaires, ce sont les acteurs eux-mêmes finalement qui définissent leurs priorités, qui définissent leurs objectifs et qui disent finalement comment ils vont faire pour y répondre.

Deuxième élément qui montre comment, je dirais, on a une sorte de traduction managériale, de traduction du monde de l'entreprise qui devient de plus en plus prégnante, et bien c'est

cette rhétorique qu'on connaît bien, les trois piliers du développement durable : le pilier économique, le pilier environnemental et le pilier social, cette rhétorique-là qui n'existe pas dans le rapport BRUNDTLAND (publié en 1987), qui est une rhétorique qui a été inventée par les grands acteurs du consulting international, pour les entreprises précisément, pour leur traduire l'enjeu du développement durable, pour qu'elles puissent s'en saisir et le mettre finalement dans leur manière de manager, dans leur comptabilité.

- ⇒ Donc cette rhétorique des trois piliers devient la rhétorique finalement prégnante y compris de la part des acteurs publics.
- ⇒ Les acteurs publics se mettent à raisonner finalement comme les entreprises quand il s'agit de développement durable.
- Quatrième grande conférence, Rio + 20, comme son nom l'indique effectivement, c'est 20 ans, 2012, c'est 20 ans après Rio en 1992. C'est aussi, on pourrait le dire Stockholm + 40.
- Alors, c'est un sommet un peu particulier parce qu'il est très très court finalement, il ne va durer que quelques jours, deux ou trois, alors que les autres conférences duraient elles une quinzaine de jours et c'est une conférence aussi qui ne cherche pas à faire le bilan de ce qui a été fait avant, ce qui est assez étrange parce que c'est Rio + 20 donc on pourrait s'attendre à ce que précisément on fasse un bilan finalement de toutes ces grandes politiques qui ont été lancées, il n'en est pas question.
- Et qu'est-ce qu'on va voir finalement ? Un sommet très court avec assez peu de débats finalement, où on ne fait que redire en quelque sorte le rapport BRUNDTLAND, ce que le rapport BRUNDTLAND avait lancé comme perspectives de développement durable.
- Le rapport qui est adopté à Rio en 2012 s'appelle *The future we want (Le futur que nous voulons)*. Finalement c'est un titre très proche du titre du rapport BRUNDTLAND qui était *Our common future (Notre avenir à tous)*.
- Et donc, dans ce petit rapport qui n'est pas très épais, qui fait une soixantaine de pages, on retrouve finalement les grandes lignes de ce qu'il y avait dans le rapport BRUNDTLAND, bien sûr de manière beaucoup plus résumée.

Qu'est-ce qu'on y voit ?

- La priorité à la lutte contre la pauvreté, le fait qu'il faut une mobilisation générale finalement de la part de l'ensemble des acteurs publics et privés pour répondre à cet enjeu de développement durable et les nouveaux engagements qui sont ceux qu'on connaissait jusqu'à maintenant.
- Une nouveauté quand même dans cette perspective-là, c'est l'économie verte. L'économie verte c'est effectivement un élément qui est très présent à Rio, qui pouvait transparaître un peu dans le rapport BRUNDTLAND mais là qui est une notion quand même qui n'existait pas jusqu'à maintenant.

La grande question qu'on peut se poser, c'est est-ce que cette économie verte est finalement une traduction beaucoup plus concrète du développement durable, une façon finalement, là aussi, de permettre à cette notion de rentrer concrètement dans les politiques et dans les stratégies des acteurs ou est-ce qu'au contraire c'est une façon finalement de marginaliser la problématique du développement durable et de la traduire en des termes économiques beaucoup plus traditionnels qui est la croissance, la croissance avant tout, une croissance bien sûr avec des caractéristiques un petit peu particulières pour essayer de la verdir.